

### *Le budget*

de quitter les chemins de fer où je ne me voyais pas un avenir assuré. J'ai utilisé les 1 900 \$ que j'ai récupérés de mon fonds de pension, sans intérêts, comme mise de fonds pour ma première maison. Je ne me plains pas. J'avais travaillé fort et fait de mon mieux et je peux dire sans fausse modestie que j'ai pas mal réussi.

Nous ne devons pas oublier notre passé, notre expérience personnelle, les épreuves que nous avons traversées et les moments plus heureux. Je suis un adepte de John Maynard Keynes: quand les choses vont bien, augmentons les impôts; quand elles vont mal, diminuons-les. Quand ça va mal, il faut augmenter le déficit; si on ne le fait pas, on n'aura pas le plein emploi et on ne remettra pas ce pays au travail. On ne va rien reconstruire. Pensez à toutes les choses qu'il faut faire dans ce pays.

Quand j'entends parler des autochtones qui vivent dans le dénuement total dans les réserves du Nord, je trouve que nous avons bien du culot de nous indigner des violations des droits de la personne en Chine ou ailleurs. Dans ce pays, nous avons près de 5 millions de personnes qui sont privées des droits de la personne les plus élémentaires—un logement correct, un emploi, le confort dont jouissent les autres, un système d'égout et d'adduction d'eau, l'électricité. Nous n'avons aucune excuse pour ne rien faire. Je me fous pas mal de quel parti est au pouvoir.

Je voudrais dire à mes collègues des trois gouvernements provinciaux néo-démocrates que s'ils se laissent prendre par l'hypnotisme et l'hystérie que l'on crée autour du déficit et de la dette, ils ne seront pas du tout différents des conservateurs ni des libéraux—Dieu sait dans quel pétrin ils nous ont mis et ils nous maintiennent dans cette situation—à moins que nous ne modifiions tous, en tant que partis, nos politiques, nos méthodes et notre calendrier.

J'exhorte le gouvernement à déclarer un état d'urgence économique nationale et nous y répondrons de la même façon que nous avons réagi à la déclaration de guerre. Qu'il fasse comme on avait fait lorsque nous devions rebâtir toute notre économie après la guerre, et les citoyens se réveilleront pour accorder un peu de confiance à cette Chambre et à ceux qu'ils ont élus.

J'espère que mes collègues comprendront que j'essaie seulement de leur rappeler ce que nous avons été capables de faire avant et ce que pourrions faire encore. Ce ne sera pas facile. Tous les experts nous critiquent. Mais que savent-ils? Ils n'ont jamais creusé un fossé de leur vie. Ils n'ont jamais fait ça. La plupart d'entre nous l'avons pourtant bien fait, d'une manière ou d'une autre.

À moins que nous ne fassions ce changement de direction et d'objectif dans nos partis politiques, nous allons

continuer d'ignorer les leçons de l'histoire et de commettre les mêmes erreurs.

Je ne sais pas si ce budget est le dernier sur lequel j'aurai à me prononcer, mais vous n'avez pas fini d'entendre parler de moi.

**M. Jim Jordan (Leeds—Grenville):** Monsieur le Président, c'est toujours un plaisir d'entendre le député de Regina—Lumsden et de prendre connaissance de ses suggestions. Je suis particulièrement intéressé à ses analogies aujourd'hui.

J'aimerais savoir ce qu'il pense de ceci. J'ai remarqué dans le Budget des dépenses principal, par exemple, qu'on a fait des coupes dans l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, le ministère de l'Emploi et de l'Immigration et la Société canadienne des postes.

• (1730)

Je crois que si un groupe quelconque faisait appel à moi, en ma qualité de parlementaire représentant une région principalement rurale, ce serait surtout au sujet des services offerts par la Société canadienne des postes, et on a sabré dans cette société.

Cachée dans les pages de ce budget, et il faut la chercher, se trouve une somme de quelque 3,3 millions de dollars qui sera consacrée au musée de l'humour qui doit être inauguré quelque part au Canada l'année prochaine.

Je me demande, je sais qu'il faut établir des priorités, qu'il faut respecter l'ordre d'importance lorsque l'argent est rare, mais je me demande si le député de Regina—Lumsden aurait établi les priorités de cette façon. Aurait-il retiré des services de Postes Canada, aurait-il appliqué des restrictions à d'autres organismes qui, selon nous, faisaient du bon travail pour les Canadiens, et aurait-il attribué une somme rondelette à un projet portant un nom comme le musée de l'humour? J'aimerais connaître sa réaction à ce sujet.

**M. Benjamin:** Mon Dieu! Si je pensais un instant que le musée de l'humour prendrait certaines de mes plaisanteries rebattues, j'en serais peut-être partisan. Non, ce n'est pas une priorité. Je ne le place pas en tête de liste. Ce serait une bonne chose de l'avoir et quand nous pourrions le faire, nous le créerons.

Je veux aussi rappeler à mon collègue tous ces organismes divers qui existent dans le Canada atlantique et les Prairies et qui sont disparates. Si on faisait un effort national comme celui qu'on a fourni au moment de la guerre pour reconstruire l'économie et rétablir le plein emploi, on n'aurait pas besoin de ces petites agences isolées qui font du bon travail, mais qui ne vont rien résoudre.